

Mesdames, Messieurs, Chers amis.

Je vous remercie chaleureusement d'être, cette année encore venus nombreux à cette cérémonie de vœux à Loches et je remercie particulièrement celles et ceux qui viennent du Nord ou du Sud de cette circonscription, preuve que, finalement, la ville de Loches n'est pas inaccessible.

Je souhaite pour commencer, remercier très sincèrement mes collaborateurs, à l'Assemblée, à Loches, à Montbazou ou à la région sans qui aucun travail ne serait possible et dont le dévouement à mon égard n'a d'égal que celui qu'ils vous accordent chaque jour pour vous écouter, vous aider et accompagner vos projets. Je tiens donc à les remercier et à les associer par avance aux vœux que je formulerai pour 2014.

Mais avant de parler de l'avenir je souhaite d'un mot revenir sur l'année 2013. L'année dernière, à cette même occasion je formulais des vœux, plaçant le combat pour l'emploi au cœur de mes priorités.

Et c'est bien la lutte pour l'emploi qui a mobilisé sans relâche le Gouvernement et le Parlement au cours des derniers mois.

A Paris pour voter les lois, en circonscription pour en promouvoir l'application je me suis engagé, pour que les emplois d'avenir, les contrats de génération, la création de formations pour répondre aux emplois non pourvus deviennent autant de chances pour les habitants de cette circonscription. Je tiens à saluer ici l'engagement fort des services de l'Etat,

particulièrement du Sous-préfet de Loches, mais aussi des Missions Locales et des agences de Pôles emploi dans ce combat.

C'est grâce à leur engagement, mais aussi à celui de bon nombre d'élus, d'associations et d'entreprises que notre département et particulièrement le Lochois ont largement dépassé les objectifs fixés en nombre d'emplois d'avenir créés.

Toutes ces mesures, et bien d'autres encore, le Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi, la création de la Banque Publique d'Investissement, la relance du dialogue social à travers l'ANI ou l'accord sur la formation professionnelle commencent à produire ou vont produire leurs effets, le chômage des jeunes diminue depuis 7 mois et les chiffres globaux se stabilisent. Mais cela reste fragile, trop fragile face à la violence et la profondeur de la crise. Il nous faut aujourd'hui accélérer et amplifier notre action et j'y reviendrai dans un instant.

Mais permettez-moi de m'attarder encore un instant sur l'année qui vient de s'écouler. Lorsque Marisol a été nommée ministre et que je suis devenu Député, j'ai du faire un choix et quitter mon mandat de Conseiller municipal d'opposition à Loches. Certains s'en sont étonnés. Ce choix je l'ai fait au nom de l'efficacité et j'ai choisi le mandat qui me permettait d'être le plus utile pour le territoire. L'année 2013 a été celle de la renégociation du contrat territorial entre le Pays et la Région. Nous l'avons signé il y a trois jours avec le Président François BONNEAU, apportant ainsi plus 9 M d'€uros pour financer les projets du Lochois. Et je tiens à saluer le travail de qualité que

nous avons conduit, avec le Président du Pays, avec les Présidents des 4 Communautés de communes, avec les maires, au service de l'intérêt général du territoire et de ses habitants.

De même, ce matin j'ai présenté et fait voter par la Commission Permanente une aide importante en faveur de la création d'une centrale biomasse à Descartes, marquant ainsi le soutien de la région pour ce projet qui crée de l'emploi et nous engage dans la transition énergétique.

Enfin, nous travaillons depuis plusieurs mois sur la préparation du Contrat de projet entre la Région et l'Etat. C'est pour moi l'occasion de porter avec vigueur les intérêts de la circonscription. Je suis convaincu que nous arriverons à faire inscrire les crédits nécessaires pour la rénovation de la Ligne TER Tours-Loches et de la RD 943 et je remercie Marisol pour son engagement et son soutien auprès du gouvernement. Ces deux équipements sont indispensables pour garantir le développement du Sud du département mais aussi, pour les communes du Val de l'Indre desservies par la ligne SNCF.

Ce travail, tout comme celui que nous conduisons aujourd'hui avec l'académie et le lycée pour créer à Loches un BTS, je n'ai pu le mener que parce j'étais Vice-président de la Région. J'espère donc, par ce choix, avoir servi le territoire et ses habitants. La région c'est aussi les co-financements des 4 MSP de la circonscription : Genillé, Descartes, Saint-Flovier, et Villeloin-Coulangé ou encore de l'Institut de Formation de la Croix Rouge à Chambray les tours

Pardonnez-moi sans doute d'avoir été un peu long sur ce sujet mais il me semblait nécessaire de rappeler ces quelques éléments de l'année 2013 avant de parler de l'année qui commence.

2014 sera je le souhaite l'année de l'accélération et de l'amplification du redressement de notre pays, de son économie et de ses comptes publics. Tous les leviers devront être utilisés pour gagner durablement la bataille pour l'emploi.

Les quelques progrès et améliorations constatés en fin d'année 2013, je disais à l'instant, ne suffisent pas à effacer le déclin régulier de notre économie au cours des 10 dernières années. Qu'une partie de nos concitoyens soit depuis trop longtemps privés d'emploi est inacceptable.

C'est la raison pour laquelle je me réjouis que le Président de la République ait proposé à la Nation la mise en œuvre du pacte de responsabilité. Car c'est bien toute la nation qui doit se réunir pour redonner à notre économie la compétitivité indispensable au retour durable de la croissance.

Entreprises, partenaires sociaux, collectivités, élus, c'est ensemble que nous relèverons le défi.

OUI avec les entreprises pour lesquelles il faut poursuivre la baisse des cotisations engagée par la mise en œuvre du CICE, c'est la condition pour qu'elles retrouvent des marges et qu'elles investissent.

Et permettez moi de vous dire que je trouve dérisoire les querelles sémantiques pour savoir s'il s'agit d'un tournant, d'un

virage, d'une inflexion, tout comme je me moque de savoir si cela me vaudra le qualificatif de social-démocrate ou de social-libéral. Ce que je veux moi, c'est être social-efficace.

Je veux répondre aux artisans, commerçants, patrons de PME qui me disent à longueur de permanences que leurs marges se réduisent depuis des années.

Mais je veux aussi pouvoir dire aux jeunes ou aux demandeurs d'emplois que nous ne négligeons aucun effort, aucune piste pour leur permettre de retrouver espoir et dignité.

C'est pour cela que la baisse des cotisations, les mesures de simplification, la stabilité fiscale proposées aux entreprises seront assorties de contreparties en matière d'embauche, d'insertion des jeunes, de travail des seniors ou encore de formation.

La encore, gardons nous de tout dogmatisme méfions nous des positions idéologiques de ceux qui refusent l'idée même de contrepartie ou de ceux qui voudraient les imposer avant toute discussion.

Dans cette région, toutes les aides économiques attribuées par la collectivité font l'objet de contreparties depuis plus de 10 ans. Cela n'a pas mis à mal l'économie régionale et n'a pas dissuadé les entreprises de solliciter des aides.

Les contreparties que nous exigeons des entreprises ne sont pas uniformes et imposées, elles sont négociées avec le chef d'entreprise et le Comité d'entreprise lorsqu'il existe, sous la forme d'un contrat de progrès.

Cette semaine encore nous visitons avec Président Bonneau une importante entreprise près de Descartes. Que nous dit le chef d'entreprise ? Qu'il fait face depuis quelques années à la concurrence d'entreprises venues d'autres pays. Il faut revoir nos relations avec les entreprises, car leur écosystème a changé.

C'est dans cet esprit qu'il nous faut aborder le pacte de responsabilité. L'aide publique apportée aux entreprises n'est pas un cadeau, elle n'est pas non plus une mise sous tutelle, elle est un levier pour le progrès et la négociation sociale, au service de la création d'emplois

C'est pour cela que la mobilisation des partenaires sociaux est indispensable. Nous avons au cours des derniers mois fait la preuve de la force de la méthode à travers la réforme des retraites, celle du marché du travail, celle de la formation professionnelle. Le dialogue social est source de progrès humains et économiques. Trois millions de demandeurs d'emplois attendent de tous les acteurs des engagements responsables.

Mais évidemment la baisse des cotisations a un coût et il ne serait pas acceptable de le financer par un transfert de fiscalité des entreprises vers les ménages qui sont déjà trop fortement sollicités. Notamment pour combler les errements budgétaires passés et payer la dette abyssale creusée par les gouvernements précédents.

C'est donc par la réduction de la dépense publique que nous financerons l'accroissement de la compétitivité de notre économie. C'est aussi pour cela que le pacte de compétitivité engage toute la Nation. La maîtrise des dépenses, l'état en prendra et en a pris sa part. Et Marisol depuis 18 mois a déjà engagée la maîtrise des dépenses sociales, sans jamais remettre en cause les prestations des assurés.

Là encore, la dépense publique, surtout lorsqu'elle est financée par la dette n'est ni de droite ni de gauche. Elle est au service de la rente et des marchés et menace la pérennité de notre modèle social.

Mais au delà de l'Etat, c'est l'ensemble des collectivités qui doit s'engager dans la maîtrise des dépenses. Et là encore, je suis comme beaucoup d'entre vous un élu local, et qui plus est en charge des finances, les économies cela ne doit pas être que pour les autres. Cessons de réclamer moins de dépenses de l'Etat et plus de dotations pour les collectivités. Pour la première fois à la Région j'ai proposé pour 2014 un budget en baisse. Nous n'avons, pour autant, sacrifié aucune politique essentielle par contre, nous avons mutualisé, rationalisé nos achats, diminué nos consommations énergétiques. L'effort est à la portée de tous, si nous acceptons de nous mettre en mouvement, y compris en faisant évoluer nos institutions et nos collectivités territoriales.

Vous le voyez, ce gouvernement de gauche mène des réformes. La gauche c'est le mouvement, c'est la justice, c'est le progrès,

c'est la négociation. Réformer ce n'est pas punir ou réduire, réformer c'est nous préparer pour l'avenir.

2014 sera une année essentielle pour notre pays, elle sera aussi une année électorale ce qui ne doit pas retarder la mise en œuvre des réformes indispensables, bien au contraire.

Année électorale donc et, une certaine frustration substituerait si je n'en disais pas quelques mots.

Vous le savez, je suis candidat aux élections municipales de Loches. Il y a quelques jours, la majorité sortante présentait, ses vœux aux habitants de la ville. A cette occasion, avec son sens habituel de la mesure, le maire a annoncé qu'il ne supporterait pas que l'on puisse critiquer le bilan de son équipe. Et bien je voudrai rassurer l'équipe sortante.

Nous n'avons pas l'intention de le faire, car nous n'en avons pas besoin.

Le bilan que nous faisons de leur action, ce sera notre projet. Nous ferons ce qu'ils n'ont pas fait, améliorerons ce qu'ils ont insuffisamment fait, et nous nous appuyerons sur ce qu'ils ont réussi. C'est ainsi que la ville de Loches s'est construite au fil des siècles pour devenir le joyau qu'elle est aujourd'hui. Chaque période apportant sa marque et sa réponse aux évolutions des attentes de la population et de la société.

Mais nous ne sommes pas dans une soirée électorale, je vais donc m'en tenir là et conclure en vous souhaitant à tous ainsi qu'à vos proches une très belle année 2014.

Je souhaite qu'elle soit l'année du rassemblement de tous ceux qui ont l'amour de la France chevillé au corps et qui sont prêts à



se mobiliser dans tous les territoires pour gagner la bataille de la compétitivité et de l'emploi.

MERCI A TOUS